

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La pandémie de COVID-19, associée à un coup d'État en août 2020, a fait passer l'économie d'une forte croissance de 5,1 % du PIB réel en 2019 à une récession au cours de laquelle le PIB réel a diminué de 2 % en 2020, ce qui correspond à une perte totale de croissance de 7,1 points de pourcentage. Cette forte récession est liée à une contraction de 3,5 % de la croissance du secteur secondaire (-1,6 %) et de 5,5 % de la croissance du secteur tertiaire (0,8 %). À cela s'est ajouté une chute des exportations nettes due à la faiblesse de la demande mondiale et une contraction des investissements publics, les ressources des programmes publics ayant été réaffectées aux secteurs sociaux. Cette récession est également attribuable à une baisse de l'investissement et de la consommation privés. L'inflation, qui a chuté de 2,9 % en 2019 grâce à une production céréalière record, devrait augmenter de 0,5 % en 2020 en raison des problèmes d'approvisionnement. Le déficit budgétaire s'est fortement détérioré, passant de 1,8 % du PIB en 2019 à 6,1 % du PIB en 2020, principalement à cause de la baisse des recettes fiscales. Les besoins de financement pour 2020 seront couverts à 97,3 % par un soutien budgétaire du Fonds monétaire international de 40 %, de la Banque mondiale de 42 %, de la Banque africaine de développement de 9,8 % et de la Banque ouest-africaine de développement de 5,5 %. Le déficit du compte courant s'est toutefois amélioré, passant de 4,2 % du PIB en 2019 à 1,7 % du PIB en 2020, ce qui provient principalement d'une baisse massive de 14,09 % des importations et d'une légère diminution de seulement 0,27 % des exportations.

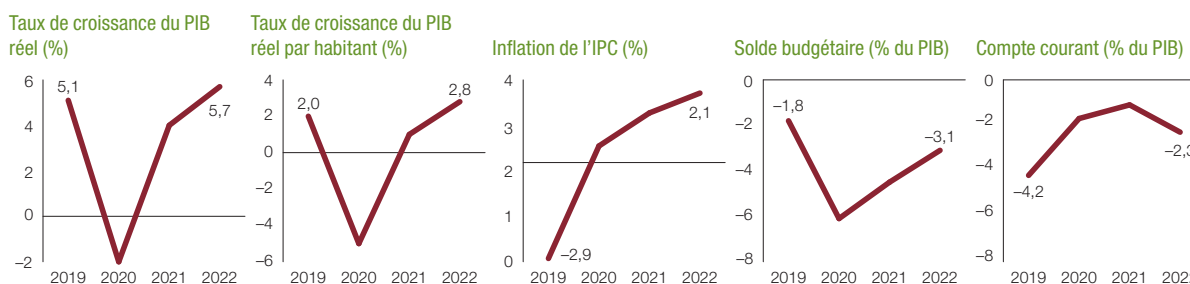
Perspectives et risques

Dans l'hypothèse d'une extinction progressive de la COVID 19, au début du second semestre 2021, qui dépendrait de la disponibilité d'un vaccin début 2021 permettant la reprise

de l'économie mondiale, le PIB réel du Mali augmenterait de 4,0 % en 2021 et de 5,7 % en 2022. Cela serait dû à une reprise des activités des secteurs secondaire et tertiaire et d'un rebond des exportations, de la demande intérieure et du crédit bancaire. La hausse des prix du pétrole ferait grimper le taux d'inflation à 1,5 % en 2021 et à 2,1 % en 2022. Le déficit budgétaire se réduirait à 4,5 % du PIB en 2021 et à 3,1 % du PIB en 2022 grâce à la relance des recettes fiscales induite par la reprise de l'activité économique et les réformes. Le déficit du compte courant s'améliorerait pour atteindre 1,1 % du PIB en 2021, ce qui s'expliquerait par la reprise des exportations soutenue par le redressement des industries extractives. Toutefois, il se détériorerait pour atteindre 2,3 % du PIB en 2022 en raison d'une augmentation de la facture pétrolière et d'une hausse des importations liée aux investissements publics de développement. L'activité terroriste reste également un facteur de risque clé.

Questions et options de financement

La dette publique est externe à hauteur de 56 % et interne à hauteur de 44 %. La dette intérieure se compose de 81 % de titres émis par l'État et 19 % de prêts. La dette extérieure est constituée d'institutions multilatérales à 73 % et bilatérales à 27 %. La dette publique devrait passer de 40,5 % du PIB en 2019 à 44,8 % du PIB en 2020 à la suite des crises sanitaires et politiques, mais avec un risque modéré de surendettement. Le plan d'action de la feuille de route pour la transition 2020-2022 devrait maintenir cette augmentation à hauteur de 46,2 % du PIB en 2021 et de 47,2 % du PIB en 2022. Les recettes fiscales sont faibles, à 13,3 % du PIB en 2020 par rapport à la norme régionale de 20 %, ce qui offre une grande marge de manœuvre pour des réformes visant à élargir l'assiette fiscale. La restructuration de la dette intérieure, initiée en 2019 en raison de la forte concentration de sa maturité, doit être finalisée pour réduire les pressions sur les finances publiques.



Source : Les données datent de novembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.